

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 11 JUILLET 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 22/413 HABITAT SPECIFIQUE - DEMANDE D'AIDE A LA GESTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE LA CHABERTE - LA GARDE - ANNEE 2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Pierre COLIN, M. Arnaud LATIL.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Yannick CHENEVARD.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/413

BUREAU DU 11 JUILLET 2022

**O B J E T : HABITAT SPECIFIQUE - DEMANDE D'AIDE A LA
GESTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE DE LA CHABERTE - LA GARDE - ANNEE 2022
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Sécurité Sociale,

VU la Loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage prévoyant dans chaque département l'élaboration d'un schéma départemental d'accueil des gens du voyage,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°21/09/305 du 30 septembre 2021 relative à l'actualisation des tarifs des aires d'accueil des gens du voyage,

VU la délibération du bureau communautaire du 16 avril 2007, validant les projets de création d'aires d'accueil sur le territoire de l'agglomération,

VU la décision du bureau métropolitain n°21/519 du 4 octobre 2021 relative à la modification du règlement intérieur, de la convention et ses annexes pour les aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté du 9 mars 2018 modifiant le montant mensuel de l'aide forfaitaire prévues à l'article L.851.2 du Code de la Sécurité Sociale,

VU la convention, ci-annexée, conclue entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de La Chaberte à La Garde, pour l'année 2022,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié la gestion de cette aire d'accueil à la société SG2A L'Hacienda dans le cadre d'un marché de prestations de gestion et entretien pour l'ensemble des aires d'accueil,

CONSIDERANT qu'une aide forfaitaire est versée annuellement aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui gèrent une ou plusieurs aires d'accueil de gens du voyage et qu'elle est octroyée en fonction du nombre de places de caravanes effectivement occupées sur ladite aire,

CONSIDERANT que le versement de cette aide est subordonné à la signature d'une convention entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans laquelle est précisée le montant de l'aide versée défini par le nombre total de places et l'occupation effective de celles-ci,

CONSIDERANT que cette aire dispose de 40 places de caravanes sur 20 emplacements, il convient pour la Métropole de solliciter auprès de l'Etat cette aide pour un montant de 53 659,96 € au titre de l'année 2022, soit 4 471,66 €/mois,

CONSIDERANT que ce montant est prévisionnel et fera l'objet d'une régularisation en début d'année 2023, en fonction de l'occupation effectuée sur 2022, lorsque la Métropole TPM aura transmis au Préfet la déclaration prévue au II de l'article R.851-6 du Code de la Sécurité Sociale,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE SOLLICITER l'Aide à la Gestion de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage de la Chaberte (AGAA) auprès de l'Etat, au titre de l'année 2022.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de La Chaberte, à La Garde, ainsi que tout document relatif à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que la recette sera imputée sur l'opération n°52542 du budget principal 2022.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

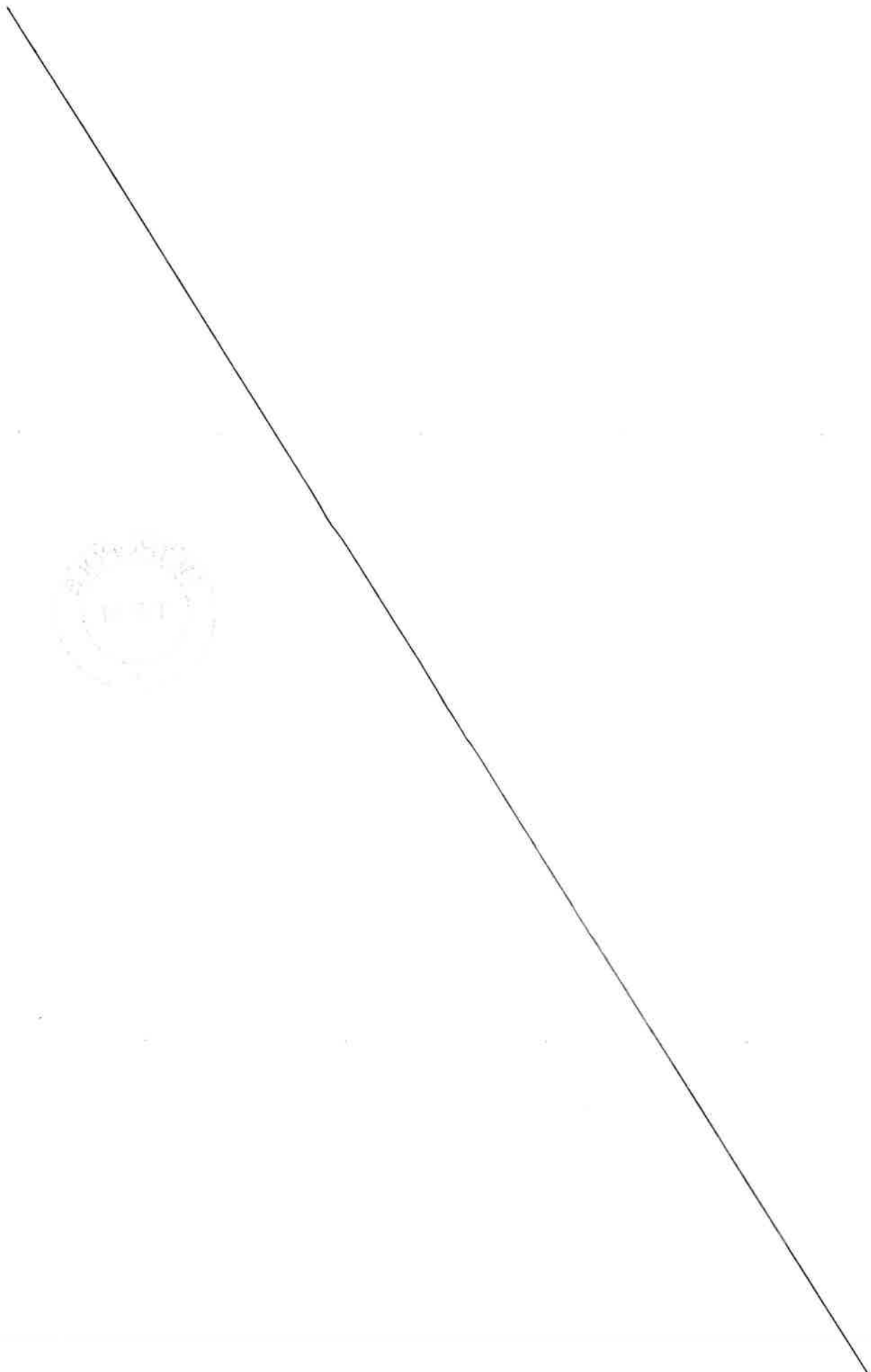
Fait à Toulon, le 11 juillet 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités**

Convention conclue entre l'État et TPM
en application de l'article L851-1 du code de la Sécurité Sociale pour la gestion de l'aire
d'accueil des gens du voyage « La Chaberte » à LA GARDE pour l'année 2022

Entre les soussignés,

L'État représenté par Monsieur le Préfet du Var,

désigné sous le terme de « l'administration »

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée
sise 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cédex 9
représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO
désigné sous le terme de « le gestionnaire »

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de versement de l'aide financière de l'État, dénommée « Aide au Logement Temporaire 2 » (ALT2) prévue par l'article L851-1 du code de la Sécurité Sociale et des articles R.851-2, R.851-5, R.851-6 pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage désignée ci-dessous :

Aire de la Chaberte
1366 RD 97
83130 LA GARDE

Elle détermine les droits et obligations des parties.
Sa signature conditionne le versement de l'aide pour l'année 2022.

Article 2: Capacité d'accueil et activité retenues pour le calcul de l'aide mensuelle provisionnelle.

Une description avec les caractéristiques de chaque aire figure en annexe 1 de la présente convention.

Le nombre total de places conformes aux normes techniques du décret n°2019-1478 du 26 décembre 2019 est de 40 places dont :

- 40 emplacements dont 1 emplacement accessible aux personnes à mobilité réduite de 150 m² chacun permettant d'assurer le stationnement d'une ou deux caravanes et de son véhicule tracteur
- 10 blocs sanitaires doubles et 1 bloc sanitaire simple pour personne à mobilité réduite. Chaque emplacement est équipé d'un bloc sanitaire à usage privé (douche, double WC, évier extérieur sous auvent) et d'un local technique attenant dont l'accès est réservé uniquement au gestionnaire.
- Distribution individuelle en eau potable et en électricité avec système de prépaiement.
- Un bureau d'accueil

Le détail de la disponibilité mensuelle des places conformes pour la période de la convention est précisé en annexe 2.

Le taux d'occupation provisoire mensuel pris en compte pour le calcul de l'aide provisionnelle liée à l'occupation est précisé en annexe 2.

Le taux d'occupation moyen global pour l'année au titre de la présente convention est de :

- 72,80 %

Article 3 : Les conditions financières

- *Le montant de l'aide versée*

Le gestionnaire bénéficie, en soutien de la gestion des places de l'aire d'accueil d'une aide d'un montant total provisionnel de 53 659,06 € (CINQUANTE TROIS MILLE SIX CENT CINQUANTE NEUF EUROS ET SIX CENTIMES) pour la période de la convention.

Ce montant se décompose comme suit en :

- un montant fixe déterminé en fonction du nombre de places conformes aux normes techniques, effectivement disponibles, par mois, par aire d'accueil, figurant en annexe 2 :

$$40 \text{ places} \times 56.50 \text{ €} \times 12 = 27\,120 \text{ €}$$

(VINGT SEPT MILLE CENT VINGT EUROS)

Soit un total de **27 120 €** au titre des places conformes disponibles pour l'année 2022

- un montant variable provisionnel déterminé en fonction du taux prévisionnel d'occupation mensuel des places, détaillé en annexe 2.

$$(40 \text{ places} \times 75.95) \times 12 = 36\,456 \times 72,80 \% = 26\,539,96 \text{ €}$$

(VINGT SIX MILLE CINQ CENT TRENTE NEUF EUROS ET QUATRE VINGT SEIZE CENTIMES)

Soit un total provisionnel de **26 539,96 €** au titre de l'occupation prévisionnelle pour l'année 2022.

▪ *Les modalités de versement*

Le préfet adresse sans délai un exemplaire de la présente convention conclue entre les parties à la caisse d'allocations familiales chargée du paiement de l'aide.

L'aide est versée mensuellement, par douzième du montant total provisionnel, à terme échu, au gestionnaire de l'aire par la caisse d'allocations familiales, soit un montant mensuel à verser de :

$$26\,539,96 \text{ €} / 12 = 2\,211,66 \text{ € par mois.}$$

▪ *Les modalités de régularisation du versement de l'aide*

Avant le 15 janvier de l'année suivante, le gestionnaire fournit au préfet la déclaration prévue au II de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale établie conformément au modèle annexé à l'arrêté du 30 décembre 2014 par le biais de la procédure dématérialisée prévue à l'article 2 de l'arrêté précité.

Sont joints à cette déclaration :

- le rapport de visite mentionné à l'article 9 du décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019
- un état arrêté à la date du 31 décembre indiquant pour les douze derniers mois l'aide versée par la caisse d'allocations familiales
- le montant de la recette des droits d'occupation des places acquittés par les gens du voyage perçue ainsi que les dépenses de fonctionnement et d'entretien de l'aire.

En l'absence de transmission de la déclaration prévue au II de l'article R. 851-6 du code de la sécurité sociale, et après mise en demeure du préfet, le montant de la part variable de l'aide versée est récupéré.

Le préfet notifie au gestionnaire par décision, le montant de l'aide effectivement due au titre de la présente convention ainsi que le montant de l'aide restant à percevoir ou le montant du trop-perçu à recouvrer.

La décision préfectorale est adressée simultanément à la caisse d'allocations familiales pour régularisation du paiement dû au titre l'année écoulée (par versement complémentaire, récupération ou compensation).

Article 4 : Définition du droit d'usage et montant de la caution correspondante

Le droit d'usage d'une place est défini comme suit :

Ø Le tarif de la redevance de stationnement est de **3,50 € par jour en T1** et de **6 € par jour en T2** selon la taille de la caravane ;

Ø Le dépôt de garantie, d'un montant maximum équivalent à un mois de droit d'emplacement, est acquitté au gestionnaire à l'arrivée sur l'aire. Il fait l'objet d'une remise d'un récépissé. Le montant est restitué au moment du départ de l'aire en l'absence de dégradation ou d'impayé. La restitution de chaque caution vient en atténuation de recettes.

Le dépôt de garantie est fixé à : **100 €**

Ø Le versement par l'utilisateur chaque semaine, d'une somme forfaitaire de **35,50 € (T1)** ou **57 € (T2)** en acompte du paiement de ses frais de séjour et des consommations d'eau et d'électricité. L'utilisateur paie par avance la consommation de ses fluides. En fin de séjour, les sommes réellement dues sont ajustées sur présentation du décompte des coûts à la charge de l'occupant au titre des différentes prestations ;

Ø Le fonctionnement de l'aire de LA GARDE est régi par un règlement intérieur. Ce règlement intérieur limite la durée du séjour à 2 mois consécutifs. 2 séjours maximum sont autorisés sur une année avec un délai entre 2 séjours de 30 jours minimum. Ce délai est susceptible d'être prolongé en raison de la scolarisation des enfants, de suivi d'une formation, de l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une hospitalisation.

Article 5 : Les obligations du cocontractant

▪ Le titre d'occupation des usagers :

Le gestionnaire s'engage à remettre à la personne ou à la famille accueillie, un document indiquant les références de l'aire d'accueil (nom, adresse) et les coordonnées du gestionnaire, le règlement intérieur qui mentionne les obligations minimales à respecter par tout occupant de l'aire d'accueil, un état des lieux effectué à l'entrée et à la sortie de l'occupant ainsi qu'une plaquette d'informations générales (sociales, scolaires, partenaires...).

Le titre d'occupation devra mentionner le montant de la participation demandée par le gestionnaire de l'aire aux personnes accueillies.

▪ Les obligations relatives à la maintenance et à l'entretien des locaux de l'aire :

Lors de la signature de la convention, le préfet s'assure du respect de l'entretien de l'aire d'accueil, de son gardiennage et de la conformité de l'aire à la déclaration figurant à l'annexe 1. En cas de non-conformité, soit l'aide n'est pas attribuée, soit elle est suspendue à compter du premier jour du mois civil suivant le signalement par le préfet à la caisse d'allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'aire en bon état d'entretien. L'aire d'accueil est attachée à un dispositif de gestion et de gardiennage permettant d'assurer, grâce à une présence quotidienne non nécessairement permanente au moins cinq jours par semaine et à une astreinte technique téléphonique quotidienne.

▪ *Les éléments de suivi de l'activité de l'aire :*

Le gestionnaire de l'aire fournit au préfet, annuellement, en même temps que la déclaration prévue à l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale, un bilan d'activité de l'aire et notamment les données populationnelles figurant en annexe 3.

Article 6 : Le contrôle de l'autorité compétente

En application de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale, le préfet effectue un contrôle sur pièces des éléments transmis par le gestionnaire de l'aire.

Lorsque le contrôle sur pièces des déclarations fait apparaître une erreur entre le nombre de jours d'occupation mensuelle effective par place et la recette mensuelle de l'aire, le préfet, après avoir invité le gestionnaire à présenter ses observations, lui notifie au plus tard le dernier jour du mois de février le montant qu'il retient pour le versement de l'aide au titre du 2° du II de l'article R. 851-5, en lui indiquant les voies et délais de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent. Dans le même délai, il en informe la caisse d'allocations familiales qui verse ou récupère la différence.

En cas de défaut de déclaration, le préfet met en demeure le gestionnaire de la produire dans le délai de quinze jours. Passé ce délai, et sans déclaration, le préfet informe la caisse d'allocations familiales qu'elle doit récupérer les versements effectués l'année précédente au titre du 2° du II de l'article R. 851-5.

En outre, le gestionnaire est également tenu de fournir au ministre chargé du logement ou à son représentant ainsi qu'au ministre chargé des affaires sociales ou à son représentant ou aux membres des corps d'inspection de l'État tous les renseignements non nominatifs et tous les documents nécessaires au plein exercice du contrôle de l'application de la présente convention sous réserve de ceux couverts par un secret lorsque les conditions sont réunies pour l'invoquer valablement.

Article 7 : La durée de la convention

La convention a une durée d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.

Article 8 : Modification et résiliation de la convention

Durant la période de validité de la convention, une modification du nombre de places conformes et disponibles, peut être apportée par avenant à la présente convention.

La convention peut être résiliée, par l'une ou l'autre des deux parties, avec un préavis de trois mois.

En cas de non-exécution par le gestionnaire de ses engagements conventionnels ou d'une fausse déclaration au préfet ou à la caisse d'allocations familiales, le préfet, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, peut procéder unilatéralement à la résiliation de la présente convention dans un délai d'un mois.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Toulon sis 5 rue Racine 83000 Toulon.

TOULON, le

Pour la Métropole TPM	Pour l'État Le Préfet
-----------------------	--------------------------

SG2A L'HACIENDA, 355 rue des mercières, 69140 Rillieux la Pape

Aire d'accueil de la Chaberte 1366 RD 97 83130 la Garde

20 Emplacements soit 40 places

1 place : 75 m2

- Un bâtiment d'accueil avec sanitaire.
- Une zone de stockage pour les conteneurs à déchets.
- 10 modules comprenant chacun 2 emplacements, dont 1 PMR, chaque emplacement est équipé d'un sanitaire, d'une douche, une cuisine couverte avec évier, un étendoir à linge.
- Chaque module comprend un local technique commun aux deux emplacements (cumulus, compteur d'eau, d'électricité, disjoncteur...)
- Un parking à l'entrée
- D'un éclairage public

En dehors des heures d'accueil, il y a en permanence un agent d'astreinte 24 heures / 24, 7 jours / 7 et 365 jours / an.

- Les usagers acquittent au gestionnaire leur redevance de séjour, l'eau, l'électricité et le dépôt de garantie par l'intermédiaire d'un système de télégestion par prépaiement. Lors d'une arrivée sur l'aire d'accueil, les voyageurs versent un dépôt de garantie et achètent un crédit duquel sont décomptées leurs consommations. Quand le crédit est épuisé, l'accès aux fluides est interrompu par le logiciel et ils doivent réapprovisionner leur compte.
 - L'aire d'accueil accueille les voyageurs munis d'une pièce d'identité, il leur est également demandé de présenter les cartes grises et assurances de leurs caravanes et véhicules. Le chef de famille est tenu de déclarer l'identité de toutes les personnes séjournant sur l'emplacement qui lui est alloué.
 - Le temps de stationnement sur l'aire est limité à 2 mois. Un délai de carence de 1 mois est exigé entre 2 séjours. Deux séjours maximum sont autorisés Une dérogation peut être accordée.
 - Mission des gestionnaires :
 - Fiche navette, rapport hebdomadaire, rapport mensuel et rapport annuel.
 - L'accueil des familles : il assure l'accueil physique et téléphonique ainsi qu'une permanence sur l'aire (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h à 17h et le samedi de 9h00 à 13h00). Il enregistre les arrivées/départs, effectue les états des lieux, les relevés de compteurs, il informe les résidents du règlement intérieur.
 - Il entretient les espaces verts les espaces communs et il effectue les petites réparations.
 - Il assure la gestion financière, la tenue des bilans (taux d'occupations, mouvements, durée moyenne des séjours...).
 - d'un agent d'accueil, d'un agent d'entretien
-
- Dépôt de garantie : 100 €
 - Droit de séjour : 1,75 € une place /3,5 € par emplacement
 - Eau tarif été : 3,10 € le m3, tarif hiver : 4,24 € le m3
 - Electricité tarif été : 0.05 le kWh : tarif hiver : 0,10 kWh

ANNEXE 2
ALLOCATION TEMPORAIRE DE LOGEMENT (ALT2)
Calcul de l'aide provisionnelle

Année		2022
Nom et coordonnées du gestionnaire de l'aire	SG2A L'HACIENDA, 355 rue des mercières, 69140 Rillieux la Pape	
Désignation de l'aire	LA CHABERTE	
Nombre de places conformes aux normes techniques (prévues par le décret n 2001 - 569 du 29 juin 2001)		40

Montant de l'aide ALT2 provisionnelle				
	Nombre de places conformes disponibles retenu (1)	Montant mensuel de la part fixe	Taux d'occupation mensuel prévisionnel (2)	Montant mensuel provisionnel de la part variable
Janvier	40	2 260,00	94,8400%	2 881,24
Février	40	2 260,00	95,9600%	2 915,26
Mars	40	2 260,00	86,8550%	2 638,65
Avril	40	2 260,00	69,7500%	2 119,01
Mai	40	2 260,00	69,6800%	2 116,88
Juin	40	2 260,00	66,8350%	2 030,45
Juillet	40	2 260,00	67,1750%	2 040,78
Aout	40	2 260,00	68,1450%	2 070,25
Septembre	40	2 260,00	61,9200%	1 881,13
Octobre	40	2 260,00	64,5950%	1 962,40
Novembre	40	2 260,00	70,4246%	2 139,50
Décembre	40	2 260,00	57,4200%	1 744,42
TOTAL	480	27 120,00	72,8000%	26 539,96

Moyenne des taux d'occupation mensuels retenus	72,80 %
Montant annuel retenu pour la part fixe	27 120,00
Montant annuel provisionnel pour la part variable	26 539,96
Total annuel provisionnel	53 659,96
Montant mensuel provisionnel à verser (douzième à verser par la CAF)	4 471,66

- (1) places conformes disponibles par mois : vous indiquerez un nombre de places pondéré si ces places ne sont pas disponibles sur la totalité du mois
(2) : taux à déterminer par mois à partir de l'occupation des deux années précédentes